

QUELLE VALEUR ONT LES VACANCES POUR DES PERSONNES EN GRANDE PRECARITE ?

Pour s'interroger sur le sens des vacances pour des populations qui vivent des situations très précaires, je vais partir de deux constats. Ensuite je regarderai quels sont les modes d'intervention française des politiques sociales. Enfin, je conclurai sur la place du tourisme de proximité dans ces politiques dites de cohésion sociale.

1. CONSTATS

1.1. Inégalités d'accès aux vacances en France

La presse en parle chaque année au mois d'août. Il y a une inégalité dans l'accès aux vacances en France. En 1996, 40 % des Français ne partent pas en vacances. 17 % pour des raisons financières, soit un peu plus qu'en 1991. 29 % de ces personnes ont des revenus inférieurs à 6000 F mensuel. Ce sont surtout des ouvriers, des employés parmi les actifs qu'ils aient ou non un emploi, c'est à dire qu'ils soient en recherche d'emploi ou qu'ils aient un travail, et des retraités (source : Conseil national du Tourisme).

On constate à partir de 1995 un changement dans le type de vacances. Il y a davantage de formules plus économiques du style séjour en famille, séjour chez des amis; camping libre, village vacance et gîtes ruraux. Il y a aussi une réduction des dépenses de vacances en particulier les dépenses de restaurant.

1.2. Nouvelles significations des vacances dans l'économie actuelle

1.2.1. Les vacances liées au travail

On peut d'interroger aussi, à partir de là, sur le sens des vacances dans la situation que l'on connaît dans notre pays. Ce que l'on appelle les vacances, c'est très assimilé aux congés payés. Cela s'oppose au temps du travail. Le temps des vacances a comme signification d'être le repos par rapport au travail ou la récompense de onze mois, onze mois et demi de travail. C'est un salaire qui est donné sans contrepartie de travail.

L'autre forme de vacances, ce sont les vacances scolaires, le salariat s'est mis en place au même moment que l'école obligatoire. C'est donc le même modèle : il y a 9 mois de travail scolaire et 3 mois de vacances.

Mais on remarque que le travail domestique n'a pas de vacances. Il n'y a pas de temps prévu pour arrêter ce type de travail.

Les vacances sont donc très liées à la forme d'une société organisée autour du travail salarié.

1.2.2. Sens des vacances dans une situation de non-travail

Que veut dire prendre des vacances quand on n'a pas de travail et que l'on est au chômage ? Puisque l'on ne travaille pas c'est que l'on est tout le temps en vacances. Soit on travaille, soit on se repose. Cela peut être pour un certain nombre de personnes s'arrêter dans la démarche de recherche d'emploi.

Que veut dire prendre des vacances quand on est retraité ? Etre retraité c'est ne pas travailler. On s'aperçoit que lorsque les retraités parlent de vacances, cela veut dire pour eux qu'ils partent de chez eux.

Que veut dire prendre des vacances pour des jeunes qui enchaînent de stages de formations ? Entre deux stages de formations, ils ne travaillent pas. Ils cherchent leur emploi ; ils ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas des ASSÉDIC. Prendre des vacances cela pourrait, pour eux, ne pas être en stage ou ne pas rechercher de stage.

Le sens des vacances a donc beaucoup changé. Parce que d'une part les classes les plus jeunes tardent à entrer sur le marché du travail, d'autre part les classes les plus âgées sont de plus en plus nombreuses sans oublier qu'un grande partie des actifs cherchent du travail.

1.2.3. Les représentations que l'on a des vacances

Pour un certain nombre de personnes c'est un droit égalitaire, c'est-à-dire c'est être comme tout le monde que de prendre des vacances parce que tout le monde a droit à des vacances.

Pour d'autres personnes c'est quelque chose d'inutile ou bien de superflu, par exemple les vacances sont inenvisageables pour certaines personnes qui vivent dans la précarité, qui ne savent pas de quoi sera fait le lendemain. C'est inutile pour elles. Cela ne sert à rien, c'est ce qu'elles pensent. Je dirai tout à l'heure que cela n'est pas tout à fait vrai. On peut changer cela.

Pour un certain nombre de personnes retraitées qui vivent recluses dans leur appartement et qui ne s'accordent pas de partir de chez elles pour un tas de raisons, les vacances apparaissent aussi comme quelque chose d'impossible.

Il y a aussi des catégories professionnelles pour lesquelles les vacances sont impossibles. Certains types d'agriculteurs en raison de la forme d'organisation de leur travail. Des gens qui sont en recherche d'emploi doivent prévenir huit jours avant s'ils quittent leur domicile. Les gens qui sont en travail intérimaire et qui craignent de partir parce qu'ils risquent de rater un coup de fil qui leur donne une mission d'intérim. S'ils ne répondent pas aux offres d'emploi, ils risquent de ne plus être appelés.

2. LE SENS DES VACANCES POUR DES POPULATIONS EN SITUATION DE PRECARITE

Les vacances ont donc changé de sens aujourd'hui pour beaucoup de monde. On peut s'interroger sur une catégorie particulière de personnes que sont les familles et les personnes isolées qui vivent dans des situations de précarité. Ce que l'on entend par précarité, ce sont des personnes qui ont de la difficulté à imaginer ou à envisager leur futur. Un futur parfois très immédiat, parfois c'est le lendemain ou la semaine prochaine quand les revenus ne sont pas fixes, ou lorsque les revenus tombent, ils sont rapidement épuisés.

Les vacances pour des personnes qui vivent des situations de précarité peuvent être pour elles un moment de rupture et de rapprochement et un moment de mise en route et de ressourcement.

2.1. Rupture

Rupture par rapport à leur quotidien ordinaire qui est souvent marqué par l'angoisse du lendemain. Les vacances, le départ en vacances pour ces personnes là peuvent être un moment de relative stabilité puisque pendant une semaine au moins elles seront ailleurs, dans un cadre stable. Beaucoup de familles ont peur de partir et de quitter ce qu'elles connaissent, même si c'est la misère quotidienne.

Rupture aussi avec leur situation sociale dans la mesure où un certain nombre de familles vivent des situations de relégation, de mise à l'écart. Cela leur permet de sortir du lieu où elles sont et de leur enfermement qui n'est pas simplement physique mais qui est souvent moral. Pour les jeunes de quitter le pieds de l'immeuble où ils passent leur vacances, de quitter leur quartier, leur appartement.

Cette rupture suppose la mobilité. Or on sait qu'un certain nombre de famille ne sont pas très mobiles. La mobilité des trajets lieux de résidences lieux de travail n'existant pas, il n'y a aucun motif d'être mobile toute la journée. Souvent dans ces quartiers on a tout amené sur place et les gens dans leur quartier peuvent trouver énormément de choses. Les commerces et les services dits de proximité. Donc, ce sont des gens qui, dans la vie quotidienne, n'ont pas de raisons de quitter leur quartier. Ils perdent l'habitude d'être mobiles. Ils perdent l'autonomie d'une vie. Ils sont souvent dans des situations où ce sont les circonstances qui leur dictent leurs conduites et les allocations qu'on leur donne font qu'ils sont limités dans leur pratique.

2.2. Rapprochement

Les vacances cela pourrait être un temps de rupture et en même temps un temps de rapprochement des autres dans la mesure où partir en vacances c'est être comme tout le monde. Vous l'avez entendu : le commentaire des gens qui ont organisé les journées de vacances fin août pour les enfants, c'était de dire que eux auront quelque chose à raconter à leurs copains. A l'école ils pourront dire que eux aussi sont partis en vacances parce que tout le monde part en vacances. Donc, c'est une reconnaissance non seulement d'un besoin humain mais aussi d'un besoin social. On sort d'une situation d'exclu pour entrer dans la normalité sociale. Prendre des vacances, c'est être comme tout le monde.

C'est un temps de rapprochement aussi possible dans la mesure où cela permet à ces familles de rencontrer d'autres personnes qui ne vivent pas forcément leur situation. Ils ne vont plus rencontrer leurs

voisins ou leurs cousins qui vivent les mêmes situations qu'elles. Cela peut être un moment où l'on rencontre d'autres personnes qui vivent d'autres situations, des situations pas forcément précaires.

2.3. Mise en route

Mais cela peut être aussi un temps de mise en route dans la mesure où prendre des vacances cela suppose de construire un projet de vacances : savoir où l'on va aller, avec quels moyens, avec qui, et ainsi de ne pas subir la réalité. C'est-à-dire de s'efforcer d'avoir une maîtrise sur la réalité. Ne pas en être tout le temps la victime.

Cela suppose de sortir des soucis quotidiens pour s'intéresser à autre chose que des soucis de la vie quotidienne. S'intéresser aux autres que l'on va rencontrer. S'intéresser à la nature si on est dans la campagne. S'intéresser à la météo parce que en vacances on a besoin des prévisions météorologiques pour organiser le lendemain, ce qui n'est pas le cas quand on n'a rien à faire dans son quartier.

Donc une mise en route et certains emploient le mot qui est archi connu dans le milieu des travailleurs sociaux : les vacances peuvent être un levier, faire déclic, puisque ça va être pour certains l'occasion de sortir de la passivité pour s'impliquer dans quelque chose, sortir de la précarité pour devenir un peu autonome pendant quelques temps dans une situation nouvelle.

2.4. Ressourcement

Un temps de mise en route et en sens inverse un temps de ressourcement dans la mesure où cela peut être un moment où des personnes peuvent découvrir et apprendre d'autres personnes, apprendre à se comporter avec d'autres personnes que les personnes qu'elles rencontrent tous les jours. C'est inventer de nouveaux modes de relations avec les autres. Découvrir d'autres lieux que son propre quartier, découvrir d'autres pratiques sociales, banales, comme la ballade qui est quand même autre chose que « zoner ». Zoner cela veut dire tourner en rond dans son quartier à ne rien faire. La ballade, c'est toujours tourner en rond mais avec un projet précis. En principe on sait autour de quoi on tourne. On a choisi ce que l'on veut découvrir.

Pour certains cela va être aussi le voyage. Partir. Là je peux vous dire que c'est très inquiétant pour des gens qui en ont perdu l'habitude. Un collègue partant avec des jeunes dans un stage d'insertion à Paris m'a dit : "je n'ai eu aucune difficulté. J'étais sûr d'en perdre aucun. Ils se collaient les uns aux autres. Ils montaient dans le métro tous par la même porte. Ils avaient trop peur de se perdre. Ils n'avaient pas l'habitude d'être mobiles. Ils ne savaient pas voyager ». Certes, ce n'est pas le cas de tout le monde. Vous avez des familles algériennes qui n'ont aucun problème. Ils partent en vacances en Algérie toutes les années. Ils se débrouillent très bien et changent facilement de lieux. Mais il y a des gens qui n'ont pratiquement pas d'expérience du voyage.

C'est une occasion aussi de se ressourcer en famille parce que c'est parfois le moment où la famille peut se retrouver alors que dans le temps ordinaire de la galère, ce n'est pas le cas. Ça leur permet aussi de sortir des réseaux d'assistance. Il faut savoir que certaines personnes n'ont de relations sociales un peu sérieuses qu'avec les travailleurs sociaux. Et c'est aussi pour certaines le temps de se dire parfois un certain nombre de difficultés que l'on vit ensemble en famille. Et puis c'est un temps de ressourcement, mais c'est pour tout le monde pareil, en termes de santé avec la prévision des repas. Là il va falloir s'adapter, si l'on est dans une structure, ou changer ses modes de repas puisque l'on ne va pas trouver les mêmes choses que ce que l'on a dans son propre quartier.. Et puis le temps du repos. Mais c'est classique pour tous.

3. LES MODES D'INTERVENTION DES POLITIQUES SOCIALES EN FRANCE

Politiques sociales parce que si l'on veut qu'il y ait accès aux vacances pour ces familles là, il faudra bien qu'il y ait des interventions publiques.

Il y a deux grands modes d'interventions en France d'une politique sociale : il y a les aides aux structures et les aides aux personnes.

3.1. Aides aux structures

Les aides aux structures cela peut être l'aide à un certain type de structures de tourisme social qui va être ouvert à des ménages à faibles revenus. Cela peut être l'organisation de journées comme l'a fait le Secours

Populaire pour des enfants. C'est la structure elle-même qui est aidée pour organiser des vacances, du loisir ou du tourisme pour tel type de population.

Ces aides aux structures se font sous condition : la structure doit accueillir tel type de famille. C'est archi connu dans le logement. Le logement est aidé. Il est conventionné et en échange accueillent des ménages qui ont droit au logement les gens (l'APL). On aide la structure, la construction mais il faut ouvrir aux locataires aidés. Il y a des contreparties.

Vous voyez bien que si l'on aide les structures qui sont spécifiques, il y a un fort risque de ségrégation des populations et si l'on veut que le temps des vacances, du tourisme soit un temps de découverte des autres, et de nouveautés, il faut veiller à ce que ce ne soit pas les personnes de mêmes situations qui se retrouvent avec les personnes de mêmes situations sinon il n'y a pas beaucoup de dépaysement. Si c'est pour déplacer de 50 km les populations d'un même immeuble pour qu'elles prennent leur vacances ensemble on va rater une partie de ce que nous on estime être les vacances.

3.2. Aides aux personnes

Ce sont d'une part des aides en espèces, comme les allocations familiales. Ce qui fait dire, quand on veut être méchante langue, que les allocations familiales permettent d'acheter la télévision ou le tabac et l'alcool des parents parce qu'il n'y a pas de contrôle. On donne de l'argent.

Un autre système existe, c'est un système d'aide en nature. Cela va être des bons en nature au logement, au chauffage, bons alimentaires, aux vacances, chèques vacances, par exemple. Toujours, il va falloir qu'il y ait en face une structure d'accueil. Il faut un boulanger qui accueille les bons alimentaires, il faut une structure qui accueille les chèques vacances. Mais, en générale, les structures qui sont aidées, on a écrit dans la convention qu'elles doivent recevoir les chèques vacances. C'est très différent des chèques restaurants où les charcutiers ont des intérêts professionnels à accueillir des chèques restaurants.

Si l'on aide les personnes, le risque que l'on a c'est de les assister en permanence et qu'elles aient en permanence des aides. Si on veut que les temps de vacances soient un levier ou un moment pour faire des projets, si on les aide en permanence, on risque de leur donner du tout fait, du tout cuit.

3.3. Accompagnement des personnes dans des dispositifs de droit commun

3.3.1. Deux principes d'action

Pour éviter ces deux risques, le ghetto et l'assistance, voilà ce que l'on fait en France. On mixte ces deux modes d'intervention. Depuis un certain nombre d'années on a mis en place deux principes de luttés contre l'exclusion :

Premier principe : la lutte contre le non respect des droits fondamentaux et tous les mécanismes apparents ou insidieux, petits ou grands, qui risquent d'y conduire. C'est-à-dire, vous avez une situation générale et des droits. Il faut faire en sorte que ces droits soient accessibles à tout le monde. Il ne faut pas simplement les proclamer mais faire en sorte que l'on puisse y accéder concrètement.

Deuxième principe : c'est le souci de ne pas stigmatiser les populations concernées, ne pas les définir par un manque par rapport à la moyenne ou à la norme. C'est-à-dire des gens qui n'ont pas accès à un droit, de ne pas les pointer du doigt dans nos manières de faire, dans l'organisation des politiques générales.

Ne pas avoir des actions politiques qui visent ces populations là. Ceci est typiquement français. Dans d'autres pays cela ne marche pas comme cela. Dans d'autres pays les populations à faible revenu sont identifiées comme telles. On les appelaient au XIX^e siècle la classe des pauvres en Angleterre, aujourd'hui l' »underclass ». Comme ils sont dans telle catégorie de revenu elles ont des politiques spécifiques pour elles. En générale ce ne sont que des aides en nature, pas en espèces. On donne des bons. Ce qui fait qu'en Angleterre, toutes les semaines, des gens vont au service social pour avoir leurs bons de ceci, de cela. En France on évite cela parce que on estime que tout le monde est à égalité, tout le monde a les mêmes droits : ce qui ne veut pas dire que dans la réalité ce soit vrai.

On va donc favoriser des politiques générales plutôt que des politiques spécifiques pour telles ou telles personnes et on va éviter de faire telle politique par exemple pour seulement tel quartier. Au début des années 80 on faisait du développement social de quartier (DSQ) ; on s'est aperçu que c'était catastrophique

parce que vu du quartier d'à côté, c'était déséquilibré. Alors on s'est mis à faire du développement social urbain (DSU) ; puis on s'est aperçu que ce n'était pas suffisant. Maintenant on fait du développement social d'agglomération. Il faut que ce soit toute l'agglomération qui avance ensemble sinon on va déséquilibrer l'agglomération. Mais certains pensent maintenant que le développement social ne doit pas être pensé par lieux, c'est tout le territoire français qui doit être concerné par une véritable avancée sociale. On va donc promouvoir des politiques économiques générales. Il y en a eu une récemment quand on a fait passer la TVA à 19,6 à 5,6 pour certains travaux des artisans. C'est une mesure de politique générale et on pense qu'il va y avoir des conséquences sur l'activité économique. Par ce biais, cela va avoir des répercussions sur l'accès au travail etc.

Le Comité Economique et Social reconnaît que lorsque le droit est impossible, qu'il n'y a pas d'accès possible, il peut y avoir à ce moment-là des politiques d'assistance mais il faut les concevoir comme une exception et en veillant à deux choses :

- D'une part veiller à ce que les personnes et les groupes les plus pauvres soient effectivement bénéficiaires des politiques générales d'une façon durable ; donc évaluer les politiques générales que l'on met en place ; mettre en place des systèmes de médiation pour que les gens aient accès et ne pas hésiter aux recours juridiques , c'est-à-dire d'attaquer l'Etat ou la Collectivité locale si l'accès aux droits n'a pas été respecté. Autrement dit, si l'on met en place de l'assistance, veiller à ce que cela ne soit pas de l'encouragement à ce que les politiques générales servent à quelques-uns au lieu de servir à tout le monde.
- D'autre part veiller à ce que les politiques générales servent bien à intégrer les groupes les plus pauvres et non pas à les discriminer. Voici un exemple. Si vous interdisez certains types d'hébergement (camping sauvage, camping à la ferme ...) pour des raisons d'hygiène ou de respect de l'environnement, c'est une politique générale, il faut veiller à ce que les publics qui pratiquaient ce type de vacances pour des raisons x ou y ne soit pas lésés mais continuent d'avoir accès aux autres modes autorisés de vacances. Sinon, votre politique générale de respect de l'environnement et de promotion de l'hygiène va être une politique qui va mettre à l'écart les gens qui pratiquaient le camping à la ferme ou le camping sauvage pour des raisons matérielles parce c'était moins cher. Donc il faut veiller lorsqu'on met en place des politiques générales à ce qu'elles n'aient pas des effets sur certains publics et qu'elles ne les maintiennent pas ou ne les mettent pas à l'écart. Il faut évaluer l'effet de nos politiques générales, revoir les conséquences concrètes que cela va avoir et mettre en place des contre parties.

3.3.2. Des modes d'action

J'en ai choisi quelques-uns parmi d'autres.

L'aide au projet

J'ai amené le rapport du Conseil National du Tourisme qui s'intitule : « *les vacances facteurs d'insertion sociale* ». On voit comment des associations aident des gens à monter des projets de vacances.

Le tutorat

Il y a aussi le tutorat, le suivi des familles : ce qui est autant fait par des professionnels que des bénévoles.

L'engagement des bénévoles

Une autre manière de faire ; c'est de mobiliser les gens ordinaires, les gens comme nous, les citoyens pour que eux soient des facteurs d'intégration des personnes. Il y a des exemples de maisons d'accueil familial, rurales la plupart du temps, où ce sont des familles qui vivent dans le rural qui vont organiser d'une certaine manière l'accueil de ces familles.

Le partenariat

Il y a une autre technique qui consiste à multiplier les partenariats et cela pas seulement pour qu'il y ait des concours financiers de plusieurs organismes. Si vous mobilisez beaucoup de monde pour obtenir des subventions par le biais du budget qui est l'acte des politiques, vous mobilisez des gens de plus en plus de structures. Exemple : le Conseil Général, le ministère de l'Industrie, la SNCF, Kodak, des libraires, l'UCPA, ATD-Quart monde, Resto du cœur se sont tous mis ensemble pour construire des projets de vacances en partenariat à Capbreton. Quand on regarde de près, on voit que cela fait énormément de monde qui est concerné par l'affaire.

4. LA PLACE DU TOURISME DE PROXIMITE DANS LES POLITIQUES DE COHESION SOCIALE

Le tourisme de proximité cela peut-être effectivement une forme de vacances assez **adaptée** pour les personnes qui vivent des situations précaires.

4.1. Temps adapté aux sens des vacances pour des populations en situation de précarité

Temps de rupture sans évasion

La rupture, c'est de quitter son quartier. Il n'y a pas d'évasion dans la mesure où l'on ne part pas pour l'inconnu comme dans les voyages ou les pays lointains.

Temps de nouvelle socialisation

La sociabilité est assez forte dans ce type de tourisme à condition qu'on ait des lieux d'accueil très sociables ou très ouverts. Dans ce tourisme il y a du mélange social. C'est autre chose que le tourisme dit de masse qui va reproduire l'anonymat.

Temps de responsabilisation

Vous avez la possibilité d'une plus grande responsabilisation des gens dans l'organisation de leur propre vacances : s'organiser, prévoir...

Temps de retour aux valeurs

Vous avez la possibilité pour ces personnes là d'avoir plus de ressourcement possible que si vous organisez du tourisme de masse où il n'y aura que de la grosse consommation de loisirs. Si vous consommez des produits de loisirs, vous ne vous ressourcez pas, vous consommez. Cela suppose du savoir faire tant des professionnels que des bénévoles pour organiser les départ en vacances, accompagner les familles.

4.2. Conditions de réussite de ce type de vacances

Il y a au moins 3 conditions pour que le tourisme de proximité soit véritablement ce temps adapté à ces familles.

Savoir faire

Il faut que des personnes, professionnels et bénévoles, aient un savoir faire pour accompagner ces familles.

Mobilisation sociale

Cela suppose aussi une mobilisation sociale des structures de tourisme, des entreprises, des collectivités locales, des administrations et de tous les citoyens pour qu'ils organisent une société plus conviviale.

Vigilance à l'évolution de l'accès au droit commun

Il faut enfin qu'on soit attentif en permanence à l'évolution des choses de façon que lorsque l'on prend une décision on veille bien aux conséquences que cela peut avoir et qu'on puisse faire en sorte que les gens qui sont dans des situations précaires puissent rentrer dans le système ordinaire de la vie et sortir de leur précarité grâce, par exemple grâce à leurs vacances. Par exemple : évaluer nos actions, imaginer des montages (aides dégressives, solidarités ...)

Exemples

J'ai pris dans la presse récente trois exemples.

Le Progrès, 5 juillet 2000

Foyer Notre-Dame des Sans Abri, développer les vacances familiales

Une réflexion a été entreprise avec le personnel des Cités pour trouver de nouvelles formes des vacances. Des départs en famille ont été favorisés ainsi que des solutions plus individuelles pour que les enfants d'une même couche sociale ne se retrouvent pas tout le temps ensemble. Les Sans-Abri ont aussi développé un partenariat avec les Scouts de France.

Le Progrès du 2 octobre

Le Secours Populaire, un relais dans la solidarité

Dans notre engagement bénévole, dit la secrétaire générale du Rhône du Secours Populaire, il y a une philosophie générale, c'est la solidarité citoyenne. Nous ne devons pas perdre de vue que si nous devons répondre à des demandes d'aide d'urgence, en parallèle nous devons faire en sorte que les gens retrouvent suffisamment d'assurance et d'autonomie pour se prendre en charge. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils auront la capacité d'être des citoyens et que les actions auront la pertinence assurant une certaine efficacité.

Le Progrès du 1er octobre 2000

Centre social du Tonkin, Une trentaine de familles villeurbannaise en situation précaire ont pu prendre la route des vacances.

"J'ai retrouvé l'homme de mes rêves, dit Jeanne, quelque fois je me pince pour vérifier que c'était bien la réalité. Il était comme libéré de tout. Il s'est occupé de tout, de ses enfants et de sa femme". Depuis le retour, le mari de Jeanne est davantage présent à la maison. Elle ignore si la situation va se prolonger. Souade, 36 ans, élève seule deux enfants : "Depuis combien de temps je ne suis pas partie en vacances, je ne me rappelle pas". En août, elle a passé une semaine en pension complète dans un chalet d'Aix-les-Bains. Les deux petits étaient pris en charge toute la journée par le Centre Aéré, Souade s'est reposée, a lu, a fait quelques randonnées, s'est liée d'amitié avec une autre maman seule avec son fils "et l'année prochaine, dit-elle, je voudrais retourner au même endroit, c'est mieux pour les enfants, cela leur donne des repères". Mais, elle sait déjà qu'elle ne pourra pas compter sur le même soutien financier que cette année. "Je vais essayer d'épargner". Les responsables du Centre Social explique pourquoi : "Pour monter cette opération, un partenariat s'est mis en place avec la Maison du Département du Rhône, c'est le Conseil Général, la Société Lyonnaise pour l'Enfance et l'Adolescence, le Secours Populaire et le Centre Social du Tonkin. Ce dispositif a concerné 31 familles en situation précaire. Chaque séjour est conçu avec les candidats au départ. Ils sont aidés à monter le projet. "Il faut dire que ce sont souvent des familles pour lesquelles un tel projet peut être angoissant car c'est un saut dans l'inconnu", dit le responsable de la Caisse d'Allocations Familiales qui a donné un coup de pouce à 13 des 31 familles. L'aide apportée est dégressive. L'année suivante les familles qui souhaitent repartir seront encouragées à épargner. Le Centre Social peut faire des avances de trésoreries.

Il y a donc des personnes qui imaginent des mécanismes de façon que les gens ne soient pas seulement aidés, mais qu'ils puissent s'en sortir et imaginer qu'ils vont être capables de s'en sortir en rêvant pendant l'année à leur vacances et en épargnant pour les réaliser.

Georges Decourt
2000/10/14